



**Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires**

**RENSEIGNEMENTS ACTUALISÉS SUR LE FONCTIONNEMENT  
DU FONDS POUR L'APPLICATION DES NORMES  
ET LE DÉVELOPPEMENT DU COMMERCE**

NOTE DU SECRÉTARIAT<sup>1</sup>

**1 PRÉSENTATION**

1.1. Le Fonds pour l'application des normes et le développement du commerce (STDF) aide les pays en développement à renforcer leur capacité à mettre en œuvre les normes, directives et recommandations SPS internationales dans le but d'améliorer leur situation sanitaire, zoonitaire et phytosanitaire et leur capacité d'obtenir et de maintenir un accès aux marchés. Ce faisant, il contribue à une croissance économique durable, à la réduction de la pauvreté, à la sécurité alimentaire et à la protection de l'environnement dans les pays en développement. Plus spécifiquement, il aide à accroître la sensibilisation, à mobiliser des ressources, à renforcer la collaboration et à identifier et diffuser les bonnes pratiques pour rendre plus efficace l'assistance dans le domaine SPS. Il apporte également un soutien et un financement en vue de l'élaboration et de la mise en œuvre de projets qui favorisent le respect des prescriptions SPS internationales.

1.2. Le STDF est un partenariat mondial établi par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE), la Banque mondiale, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et l'Organisation mondiale du commerce (OMC). D'autres organisations menant des activités de coopération technique dans le domaine SPS, des donateurs contribuant au STDF et des experts de pays en développement participent activement aux travaux du Fonds. Le STDF est géré et hébergé par l'OMC.<sup>2</sup>

1.3. Le présent document donne un aperçu des activités en cours et des activités prévues menées par le STDF à l'appui de son programme de travail. L'annexe I donne un aperçu des projets en cours du STDF et des dons pour l'élaboration de projets. Le STDF a récemment publié son rapport annuel 2013, qui est disponible sur son site Web.<sup>3</sup>

1.4. Les délégués qui souhaiteraient obtenir des renseignements supplémentaires sur la coopération technique liée aux questions SPS sont encouragés à s'abonner à la liste de diffusion électronique du STDF (<http://www.standardsfacility.org/fr/ContactUs.htm>). Le STDF publie régulièrement un bulletin d'information électronique qui donne un aperçu des principaux faits nouveaux dans le domaine du renforcement des capacités SPS, y compris les activités du STDF et de ses partenaires.

**2 EXAMEN À MI-PAROURS DU STDF**

2.1. Un examen à mi-parcours indépendant du STDF, effectué par Saana Consulting en 2013, a été achevé en janvier 2014.<sup>4</sup> Le 28 mars 2014, le Groupe de travail du STDF a examiné les recommandations de l'examen à mi-parcours du STDF et est convenu d'un plan d'action pour les

<sup>1</sup> Le présent document a été établi par le Secrétariat sous sa propre responsabilité et est sans préjudice des positions des Membres ou de leurs droits ou obligations dans le cadre de l'OMC.

<sup>2</sup> Des renseignements plus détaillés sur le STDF et ses activités, y compris sur ses projets et sur les dons pour l'élaboration de projets, sont disponibles sur son site Web, à l'adresse suivante: <http://www.standardsfacility.org/>.

<sup>3</sup> Voir: [http://www.standardsfacility.org/Files/AnnualReports/STDF\\_AnnualReport\\_2013.pdf](http://www.standardsfacility.org/Files/AnnualReports/STDF_AnnualReport_2013.pdf).

<sup>4</sup> Cet examen était la troisième évaluation du Fonds. Les évaluations précédentes avaient été menées en décembre 2005 et en novembre 2008, respectivement.

mettre en œuvre. Les travaux visant à mettre en œuvre la première recommandation, qui préconise un examen de la stratégie à moyen terme du STDF et un renforcement du cadre de gestion axé sur les résultats du STDF, débuteront en juillet 2014. Une nouvelle sur l'examen à mi-parcours du STDF et le rapport complet de cet examen (en anglais seulement) peuvent être consultés et téléchargés sur le site Web du STDF.<sup>5</sup>

### 3 COORDINATION ET DIFFUSION DES RENSEIGNEMENTS

#### 3.1 Mettre en œuvre les mesures SPS pour favoriser un commerce sûr

3.1. Le STDF a poursuivi ses travaux sur la mise en œuvre des mesures SPS dans le contexte de la facilitation des échanges (définie comme la simplification, l'harmonisation, la normalisation et la modernisation des procédures commerciales). Ces travaux visent à répertorier les besoins clés, les possibilités et les bonnes pratiques pour améliorer la mise en œuvre des mesures SPS d'une façon qui facilite un commerce sûr. Ils incluent des recherches régionales<sup>6</sup> dans certains pays d'Afrique (Afrique du Sud, Botswana, Malawi, Mozambique, Zambie et Zimbabwe) et d'Asie (Cambodge, Philippines, République démocratique populaire lao et Thaïlande). Ils sont axés sur la façon dont les contrôles SPS sont mis en œuvre pour certains produits agroalimentaires, à la lumière des dispositions pertinentes de l'Accord SPS (notamment l'article 8 et l'Annexe C). Ces travaux peuvent apporter des contributions opportunes en vue de l'inclusion de volets liés aux questions SPS dans des programmes de facilitation des échanges plus généraux.

3.2. Les résultats préliminaires de ces travaux ont été présentés et examinés dans le cadre d'une séance thématique intitulée "Mettre en œuvre les mesures SPS pour favoriser un commerce sûr", le 26 mars 2014. La Banque interaméricaine de développement (BID) a présenté les résultats de son travail de recherche en Amérique latine portant sur l'efficacité et l'utilité des mesures de quarantaine aux postes frontière dans cette région. Quelque 200 participants, y compris des délégués chargés des questions SPS et de la facilitation des échanges, des organisations ayant le statut d'observateur et des membres du Groupe de travail du STDF, y ont participé. Les discussions ont mis en exergue l'intérêt largement partagé par les Membres de l'OMC pour ce thème, particulièrement eu égard à l'adoption, en décembre 2013, du nouvel Accord de l'OMC sur la facilitation des échanges qui peut aboutir à une augmentation des ressources de l'Aide pour le commerce visant à renforcer les capacités de gestion des mesures SPS à la frontière.

3.3. Une note d'information sur ces travaux et des copies des exposés présentés en mars dans le cadre de cet événement figurent sur le site Web du STDF.<sup>7</sup> Des renseignements additionnels sur les constatations issues de ces travaux seront disponibles sur le site Web du STDF en temps opportun. Le Groupe de travail du STDF débattera des travaux futurs possibles du STDF dans ce domaine lors de sa réunion suivante, en octobre 2014.

#### 3.2 Analyse CIR/STDF conjointe sur les questions SPS dans les EDIC

3.4. La collaboration en cours avec le Cadre intégré renforcé (CIR) est essentielle en ce qui concerne le rôle de coordination du STDF et pour atteindre l'objectif de consacrer au moins 40% des ressources provenant des dons pour la réalisation de projets du STDF aux pays les moins avancés (PMA) et autres pays à faible revenu (APFR). Faisant fond sur une collaboration réussie dans le passé, le CIR et le STDF ont entrepris une étude qui analyse la manière dont les questions SPS sont traitées dans les études diagnostiques sur l'intégration du commerce (EDIC)<sup>8</sup> et définit les bonnes pratiques pour les futures études et leur mise en œuvre.

---

<sup>5</sup> Nouvelle: [http://www.wto.org/french/news\\_f/news13\\_f/sps\\_29nov13\\_f.htm](http://www.wto.org/french/news_f/news13_f/sps_29nov13_f.htm); rapport complet: [http://www.standardsfacility.org/Files/KeyDocs/STDF\\_MTR\\_Jan-14.pdf](http://www.standardsfacility.org/Files/KeyDocs/STDF_MTR_Jan-14.pdf).

<sup>6</sup> Les travaux ont en outre bénéficié d'une étude de la Banque interaméricaine de développement sur la situation en matière de contrôle quarantenaire en Amérique latine.

<sup>7</sup> Voir: <http://www.standardsfacility.org/en/TATradeFacilitation.htm>.

<sup>8</sup> L'EDIC est la pierre angulaire des activités du CIR dans les PMA s'agissant de l'intégration et de l'incorporation du commerce dans les plans nationaux de développement. L'EDIC constitue la base de toutes les interventions ultérieures et établit les priorités pour atteindre les objectifs en matière d'expansion du commerce dans un pays donné. Pour de plus amples renseignements, voir: <http://www.enhancedif.org/en/about/how-does-it-work>.

3.5. L'étude est en conformité avec le mandat du STDF qui consiste à mieux sensibiliser les pays en développement, notamment aux niveaux politique et décisionnel, à l'importance du respect des prescriptions SPS et à la nécessité d'investir davantage dans ce domaine. L'objectif est de s'assurer que les questions SPS occupent une place prioritaire appropriée dans les futures EDIC et de mobiliser des ressources additionnelles pour le renforcement des capacités SPS. L'étude devrait être achevée en 2014 et il est prévu de la traduire en français et en portugais.

### 3.3 Le commerce international et les espèces exotiques envahissantes

3.6. Des traductions en français<sup>9</sup> et en espagnol<sup>10</sup> de la publication du STDF sur le commerce international et les espèces exotiques envahissantes sont désormais disponibles sur le site Web du STDF. Cette publication examine et analyse les concepts et principes clés ayant trait aux espèces exotiques envahissantes et au commerce international dans le contexte de l'Accord SPS et de la Convention sur la diversité biologique (CDB), et en rapport avec les deux organisations de normalisation concernées (CIPV et OIE) dans le cadre de l'Accord SPS.<sup>11</sup>

### 3.4 Établir les priorités dans les choix en matière d'investissement dans le domaine SPS pour l'accès aux marchés

3.7. Le STDF poursuit ses travaux en vue de réviser et d'achever le guide permettant d'établir l'ordre de priorité des choix d'investissement dans le domaine SPS pour l'accès aux marchés, sur la base du cadre d'analyse décisionnelle multicritères (ADM). Ces travaux font suite à l'atelier du STDF, tenu en juin 2013, qui a fait fond sur les expériences des pays concernant l'utilisation de ce cadre et a examiné les options pour améliorer la méthode. De plus amples renseignements, y compris le projet de guide et les données d'expérience des pays qui l'ont utilisé sont disponibles sur le site Web du STDF.<sup>12</sup>

### 3.5 Nouveau site Web du STDF et bibliothèque virtuelle

3.8. Le nouveau site Web du STDF sera lancé en juillet 2014. Il est fondé sur un système de gestion de contenu et permettra au Secrétariat de publier, éditer ou modifier plus facilement des contenus.

3.9. Une version améliorée de la bibliothèque virtuelle du STDF sera intégrée au nouveau site Web. Cette bibliothèque (accessible à partir de la page d'accueil du STDF) est un système électronique de gestion de l'information assurant un accès en ligne rapide et facile à un éventail de ressources documentaires centrées sur la coopération technique et le renforcement des capacités dans le domaine SPS. Elle contribue à faciliter le rôle du STDF en tant que plate-forme de partage de connaissances pour l'échange de renseignements liés au domaine SPS et le partage de données d'expérience, ainsi que la définition et la diffusion des bonnes pratiques. Elle comportera et complètera également des liens vers d'autres systèmes d'information et bases de données mis au point et actualisés par des partenaires du STDF, des donateurs et d'autres organisations.

3.10. Les Membres sont vivement encouragés à communiquer au Secrétariat ([STDFSecretariat@wto.org](mailto:STDFSecretariat@wto.org)) les documents ci-après en vue de leur inclusion dans la bibliothèque: documents et rapports finals de projets, matériels de formation, évaluations de projets, évaluations des capacités dans le domaine SPS, analyses coûts-avantages, études de cas, travaux de recherche pertinents et autres articles sur le renforcement des capacités SPS.

## 4 ÉLABORATION DES PROJETS

4.1. Le STDF fournit des conseils et un soutien aux bénéficiaires sur les questions liées à l'élaboration des projets dans le domaine SPS et finance des dons pour l'élaboration de projets (DEP) pour aider les bénéficiaires à formuler leurs besoins SPS et à élaborer des propositions de projet techniquement solides et durables. À titre de financement de démarrage, des DEP limités à 50 000 dollars EU peuvent être accordés aux fins suivantes (seules ou en association):  
i) application d'outils d'évaluation des capacités SPS et d'établissement de priorités en la matière;

<sup>9</sup> Voir: [http://www.standardsfacility.org/Files/IAS/STDF\\_IAS\\_FR.pdf](http://www.standardsfacility.org/Files/IAS/STDF_IAS_FR.pdf).

<sup>10</sup> Voir: [http://www.standardsfacility.org/Files/IAS/STDF\\_IAS\\_SP.pdf](http://www.standardsfacility.org/Files/IAS/STDF_IAS_SP.pdf).

<sup>11</sup> Voir: [http://www.standardsfacility.org/Files/IAS/STDF\\_IAS\\_EN.pdf](http://www.standardsfacility.org/Files/IAS/STDF_IAS_EN.pdf).

<sup>12</sup> Voir: <http://www.standardsfacility.org/fr/TAEcoAnalysis.htm>.

ii) réalisation d'études de faisabilité précédant l'élaboration du projet, afin d'évaluer l'impact potentiel et la viabilité économique des propositions (coûts et avantages escomptés); et/ou  
 iii) élaboration de propositions de projets susceptibles d'être financées par le STDF ou d'autres donateurs.

4.2. Depuis sa création, le STDF a approuvé et financé 63 DEP au total. Le Groupe de travail du STDF pourra approuver d'autres dons pour l'élaboration de projets à sa prochaine réunion, qui se tiendra le 20 octobre 2014.

## 5 FINANCEMENT DES PROJETS

5.1. Des dons pour la réalisation de projets allant jusqu'à 1 million de dollars EU au maximum sont disponibles auprès du STDF. Sont considérés d'un œil favorable les projets mettant l'accent sur un ou plusieurs des aspects suivants: i) l'identification, l'élaboration et la diffusion de bonnes pratiques en matière de coopération technique dans le domaine SPS, y compris les projets qui conçoivent et appliquent des approches novatrices et reproductibles; ii) les travaux du STDF concernant des sujets transversaux d'intérêt commun; iii) le recours à des approches régionales pour remédier à des contraintes SPS; et/ou iv) les approches collaboratives et interdisciplinaires axées sur l'interface/les liens entre la santé des personnes, la santé animale et la préservation des végétaux et le commerce et auxquelles participent au moins deux partenaires du STDF ou autres organisations pertinentes.

5.2. Depuis sa création, le STDF a approuvé et financé la réalisation de 68 projets au total. Le Groupe de travail du STDF pourra approuver d'autres projets de financement à sa prochaine réunion, qui se tiendra le 20 octobre 2014.

5.3. On trouvera dans l'annexe I un aperçu de l'état actuel des projets du STDF et des DEP. Depuis sa création, le STDF a consacré 56% des ressources destinées aux projets et aux DEP aux PMA et à d'autres pays à faible revenu (APFR), comme le montre la figure 1 ci-après. Le STDF continue donc d'atteindre son objectif, qui est de consacrer au moins 40% des ressources destinées aux projets et aux DEP aux PMA et aux APFR. En particulier, la part des ressources destinées aux DEP attribuée aux PMA et aux APFR reste élevée (73% du budget global consacré aux DEP).

Figure 1: Projets du STDF et DEP (\$EU)

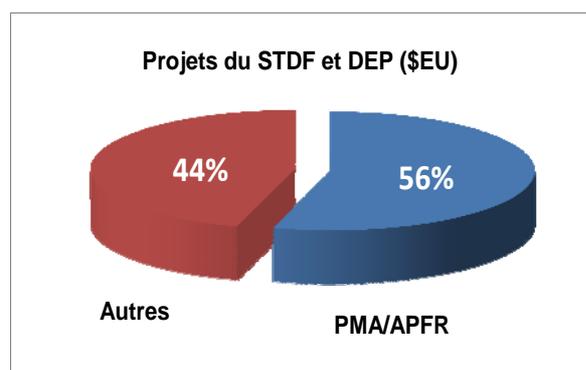
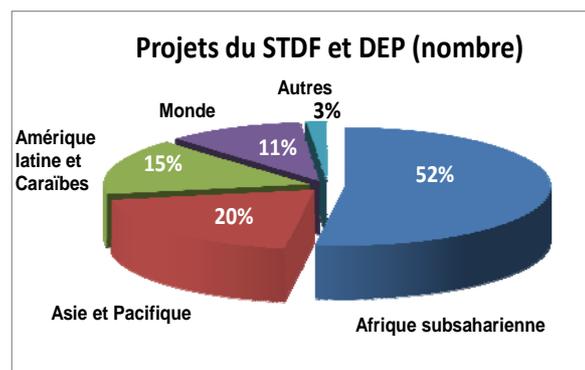


Figure 2: Projets du STDF et DEP (nombre)



5.4. La figure 2 ci-dessus montre que 52% du total des projets du STDF et des DEP sont consacrés à l'Afrique subsaharienne, 20% à l'Asie et 15% à l'Amérique latine et aux Caraïbes. En outre, 11% des projets du STDF et des DEP peuvent être classés comme mondiaux.

5.5. Les demandes de financement par le STDF peuvent être présentées à tout moment de l'année, mais doivent être reçues au moins 60 jours ouvrables avant chaque réunion du Groupe de travail pour pouvoir être examinées à cette réunion. La prochaine date limite pour la présentation des demandes est le **18 juillet 2014**. De plus amples renseignements sur les critères d'admissibilité, les formulaires de candidature, etc., sont disponibles sur le site Web du STDF.

Étapes qu'il est recommandé de suivre lorsqu'un financement par le STDF de dons pour la réalisation de projets ou de dons pour l'élaboration de projets (DEP) est demandé:

1. Ouvrez notre page Internet consacrée aux DEP à l'adresse suivante: <http://www.standardsfacility.org/fr/PGPpgStat.htm>; et notre page sur les dons pour la réalisation de projets à l'adresse suivante: <http://www.standardsfacility.org/fr/PGProStat.htm>, pour voir des exemples de projets antérieurs.
2. Lisez attentivement notre note d'orientation pour la présentation de demandes: [http://www.standardsfacility.org/Files/Forms/STDFGuidanceNote\\_fr.pdf](http://www.standardsfacility.org/Files/Forms/STDFGuidanceNote_fr.pdf).
3. Consultez les parties prenantes pertinentes de votre pays/votre région.
4. Envoyez-nous une brève note descriptive de votre projet éventuel à l'adresse suivante: [STDFSecretariat@wto.org](mailto:STDFSecretariat@wto.org), pour obtenir en retour des informations sur son admissibilité et ses probabilités de financement.
5. Remplissez un formulaire de candidature, disponible à l'adresse suivante: <http://www.standardsfacility.org/fr/FDAppForms.htm>; et renvoyez-le par voie électronique avant la date limite.

## ANNEXE I

### APERÇU DES PROJETS EN COURS ET DES DONS POUR L'ÉLABORATION DE PROJETS DU STDF<sup>1</sup>

#### PROJETS

Code de projet	Titre	Objectif	Bénéficiaire	Entité/personne chargée de la mise en œuvre	Date d'approbation	Date de démarrage	Date d'achèvement	Budget (\$EU)
STDF/PG/242	Stratégie visant à renforcer le système SPS aux Comores	Renforcer les capacités SPS dans le pays d'une manière complète et systématique, afin d'accroître l'accès aux marchés pour les produits agricoles et les produits de la pêche.	Comores	Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)	30 mars 2012	17 septembre 2012	16 septembre 2015	1 033 673
STDF/PG/302	Appui au secteur du chou dans la région des Niayes (Sénégal)	Augmenter la production de chou et encourager les exportations en provenance de la région des Niayes en contrôlant la dissémination et l'impact de deux ravageurs spécifiques et en aidant les producteurs à respecter les limites maximales de résidus établies par le Codex.	Sénégal	Association des Unions Maraîchères des Niayes (AUMN), Sénégal	19 mars 2010	1 <sup>er</sup> février 2012	31 juillet 2014	577 142
STDF/PG/303	Étude régionale de l'alimentation totale pour l'Afrique subsaharienne	Contribuer à renforcer la capacité des gestionnaires de risques à mettre en œuvre les normes internationales grâce à une bonne connaissance des dangers, des risques et des niveaux d'exposition aux substances nuisibles présentes dans les produits alimentaires couramment fabriqués et consommés.	Bénin, Cameroun, Nigéria, Mali	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)	19 mars 2013	1 <sup>er</sup> avril 2014	31 mars 2017	1 063 708

<sup>1</sup> Les projets et dons pour l'élaboration de projets dont les dates de démarrage et d'achèvement sont à déterminer n'ont pas encore fait l'objet d'une passation de contrat.

Code de projet	Titre	Objectif	Bénéficiaire	Entité/personne chargée de la mise en œuvre	Date d'approbation	Date de démarrage	Date d'achèvement	Budget (\$EU)
STDF/PG/316	Renforcement du contrôle phytosanitaire et des services de diagnostic en Azerbaïdjan	Améliorer le contrôle phytosanitaire et les services de diagnostic assurés par le Service du contrôle phytosanitaire et l'Administration des douanes afin de maintenir le niveau de protection phytosanitaire nécessaire à la production agricole.	Azerbaïdjan	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)	15 octobre 2013	À déterminer	À déterminer	1 000 000
STDF/PG/321	Renforcement des capacités commerciales des petits crevetticulteurs du Bangladesh	Organiser les petits crevetticulteurs en groupes commercialisables et les aider à élaborer et à adopter de meilleures pratiques de gestion pour faire face au problème de contamination à la base.	Bangladesh	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)	27 juin 2011	1 <sup>er</sup> avril 2012	30 septembre 2015	568 750
STDF/PG/328	Au-delà de la conformité: approche fondée sur des systèmes intégrés de gestion des risques phytosanitaires en Asie du Sud-Est	Élaborer et tester de nouveaux outils d'aide à la prise des décisions privilégiant l'approche fondée sur des systèmes intégrés de gestion des risques phytosanitaires en Asie du Sud-Est (appui à la mise en œuvre de la NIMP n° 14).	Asie du Sud-Est	Centre international pour l'agriculture et les sciences biologiques (CABI) – Asie	28 mars 2011	11 juillet 2011	10 juillet 2014	600 000
STDF/PG/329	Renforcement des capacités SPS pour les exportations de gingembre grâce à un partenariat public-privé au Népal	Accroître les revenus des parties prenantes népalaises dans la chaîne de valeur du gingembre en ajoutant de la valeur au produit exporté vers l'Inde et en renforçant la capacité d'accéder à de nouveaux marchés.	Népal	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)	27 juin 2011	7 juin 2012	6 juin 2015	412 629

Code de projet	Titre	Objectif	Bénéficiaire	Entité/personne chargée de la mise en œuvre	Date d'approbation	Date de démarrage	Date d'achèvement	Budget (\$EU)
STDF/PG/335	Renforcement du contrôle phytosanitaire dans le secteur de la floriculture en Ouganda	Renforcer la surveillance des ravageurs et les capacités de diagnostic pour permettre une meilleure compréhension de la répartition des ravageurs et faciliter la mise en œuvre de stratégies de lutte efficaces.	Ouganda	Centre international pour l'agriculture et les sciences biologiques (CABI) – Afrique	30 mars 2012	1 <sup>er</sup> octobre 2012	30 septembre 2014	348 632
STDF/PG/336	Renforcement de la lutte contre les maladies animales transfrontalières au Cameroun	Renforcer les capacités institutionnelles et renforcer les services vétérinaires qui s'occupent du système de surveillance.	Cameroun	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)	27 juin 2011	1 <sup>er</sup> juin 2012	30 novembre 2014	510 788
STDF/PG/337	Projet de génération de données sur les résidus de pesticides dans le cadre de l'ASEAN	Élaborer un processus régional de génération de données fiables sur les limites maximales de résidus (LMR) pour certaines cultures "mineures" afin de favoriser l'harmonisation avec les normes internationales et d'accroître l'accès aux marchés.	États membres de l'ASEAN	Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN)	21 octobre 2011	1 <sup>er</sup> décembre 2012	30 novembre 2015	607 000
STDF/PG/343	Programme de développement de compétences pour la filière de la cannelle à Sri Lanka	Accroître la compétitivité de la filière de la cannelle, notamment les capacités du secteur à valeur ajoutée, en améliorant les pratiques de transformation et de manipulation.	Sri Lanka	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI)	21 octobre 2011	1 <sup>er</sup> juillet 2012	30 juin 2014	630 000
STDF/PG/344	Établissement d'une école virtuelle régionale d'inspection des produits alimentaires en Amérique centrale et en République dominicaine	Harmonisation des procédures modernes d'inspection grâce à un cadre d'inspecteurs des produits alimentaires et de vérificateurs de la sécurité sanitaire des aliments bien formés dans la région pour contribuer à faciliter les échanges et à améliorer la santé publique.	Amérique centrale, République dominicaine	Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA)	30 mars 2012	1 <sup>er</sup> juillet 2012	30 juin 2015	905 225

Code de projet	Titre	Objectif	Bénéficiaire	Entité/personne chargée de la mise en œuvre	Date d'approbation	Date de démarrage	Date d'achèvement	Budget (\$EU)
STDF/PG/345	Programme pour la sécurité alimentaire humaine et animale en Amérique latine et dans les Caraïbes	Contribuer à l'harmonisation du cadre réglementaire concernant la production et la commercialisation des aliments pour animaux, afin de garantir leur sécurité sanitaire, ainsi que l'accès aux marchés, sur la base des normes et recommandations du Codex et de l'OIE.	Argentine, Brésil, Chili, Costa Rica, Mexique, Paraguay, Pérou, Uruguay	Asociación de las Industrias de Alimentación Animal de América Latina y Caribe (FEEDLATINA)	19 mars 2013	15 février 2014	14 février 2017	991 100
STDF/PG/346	Élimination des obstacles, facilitation des échanges entre les États membres du COMESA	Accroître les échanges de produits agroalimentaires à l'intérieur du COMESA en réduisant les coûts de l'activité commerciale associés aux mesures SPS pour certains produits de base sur certains itinéraires commerciaux.	Membres du COMESA	Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA)	27 mars 2014	À déterminer	À déterminer	902 690
STDF/PG/350	Manuels phytosanitaires généraux, procédures normalisées et kits de formation	Répondre au besoin de ressources documentaires techniques dans les pays en développement en vue d'améliorer leur capacité de comprendre et d'appliquer les Normes internationales pour les mesures phytosanitaires (NIMP).	Côte d'Ivoire, Jamaïque, Malaisie, Soudan	Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV)	28 mars 2011	1 <sup>er</sup> février 2012	31 janvier 2015	600 000
STDF/PG/354	Amélioration de la sécurité sanitaire et de la qualité des fruits et légumes au Sri Lanka	Analyse des contraintes sanitaires et phytosanitaires tout au long des chaînes de valeur, renforcer les capacités des parties prenantes des secteurs public et privé de se conformer aux prescriptions SPS internationales et améliorer la coopération et la constitution de réseaux entre les secteurs public et privé.	Sri Lanka	Centre du commerce international (ITC)	30 mars 2012	1 <sup>er</sup> mars 2013	28 février 2015	562 484

Code de projet	Titre	Objectif	Bénéficiaire	Entité/personne chargée de la mise en œuvre	Date d'approbation	Date de démarrage	Date d'achèvement	Budget (\$EU)
STDF/PG/358	Amélioration de la législation vétérinaire dans les pays membres de l'OIRSA	Renforcer les services vétérinaires dans la région en harmonisant le cadre juridique conformément aux normes de l'OIE en matière de contrôle et d'éradication des maladies animales.	Pays membres de l'OIRSA	Organisme international régional contre les maladies des plantes et des animaux (OIRSA)	30 mars 2012	1 <sup>er</sup> mai 2013	30 avril 2015	488 330
STDF/PG/359	Projet de génération de données sur les résidus de pesticides pour l'Afrique	Renforcer la capacité régionale en ce qui concerne la génération et le suivi de données sur les résidus de pesticides pour l'établissement, la mise en œuvre et le respect des normes internationales en matière de résidus de pesticides.	Bénin, Cameroun, Ghana, Kenya, Mali, Ouganda, Sénégal, Tanzanie, Zambie	Bureau interafricain des ressources animales de l'Union africaine (UA-BIRA)	11 octobre 2012	1 <sup>er</sup> mai 2013	30 avril 2016	446 150
STDF/PG/381	CocoaSafe: renforcement des capacités et partage des connaissances dans le domaine SPS pour le secteur du cacao en Asie du Sud-Est	Maintenir et accroître l'accès aux marchés des exportations de cacao en améliorant les pratiques le long de la chaîne d'approvisionnement pour respecter les normes internationales en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires.	Indonésie, Malaisie, Papouasie-Nouvelle-Guinée	Organisation internationale du cacao (OIC)	11 octobre 2012	1 <sup>er</sup> novembre 2013	31 octobre 2015	604 491
STDF/PG/401	Formation de facilitateurs de l'évaluation des capacités phytosanitaires	Faire en sorte que les pays en développement soient plus aptes à utiliser l'outil d'évaluation des capacités phytosanitaires pour évaluer leurs propres capacités, identifier les lacunes et planifier leurs programmes phytosanitaires et de développement nationaux.	Pays en développement	Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV)	11 octobre 2012	1 <sup>er</sup> avril 2014	30 septembre 2016	655 436

Code de projet	Titre	Objectif	Bénéficiaire	Entité/personne chargée de la mise en œuvre	Date d'approbation	Date de démarrage	Date d'achèvement	Budget (\$EU)
STDF/PG/436	Renforcement de la capacité régionale de l'Amérique latine de se conformer aux prescriptions en matière d'exportation pour les pesticides	Renforcer la capacité régionale de l'Amérique latine en ce qui concerne la génération et le suivi de données sur les résidus de pesticides pour soutenir l'établissement et l'application des normes internationales.	Bolivie, État plurinational de; Colombie; Costa Rica; El Salvador; Équateur; Guatemala; Honduras; Nicaragua; Panama; Pérou; République dominicaine	Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA)	19 mars 2013	1 <sup>er</sup> octobre 2013	30 septembre 2016	346 450
STDF/PG/460	Mise en œuvre de la NIMP n° 15	Mener une analyse empirique des effets de cette réglementation sur la croissance économique d'un groupe de pays africains.	Botswana, Cameroun, Kenya, Mozambique		27 mars 2014	À déterminer	À déterminer	285 159

## DONS POUR L'ÉLABORATION DE PROJETS (DEP)

Code de projet	Titre	Objectif	Bénéficiaire	Entité/personne chargée de la mise en œuvre	Date d'approbation	Date de démarrage	Date d'achèvement	Budget (\$EU)
STDF/PPG/355	Prévention et renforcement des capacités en matière de lutte contre la contamination des arachides de Chine par l'aflatoxine	Procéder à une analyse des principales contraintes et possibilités concernant la contamination par l'aflatoxine dans les provinces de Jilin et Shandong et élaborer une proposition de projet.	Chine	Institut national de normalisation de Chine (CNIS)	27 mars 2014	À déterminer	À déterminer	50 000
STDF/PPG/377	Renforcement du système national de préservation des végétaux en Gambie	Effectuer une évaluation complète des lacunes en matière de capacités phytosanitaires en utilisant l'outil ECP de la CIPV et élaborer un projet pour mettre en œuvre des actions ponctuelles en vue de renforcer le système national de préservation des végétaux.	Gambie	Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV)	30 mars 2012	1 <sup>er</sup> février 2013	À approuver	50 000
STDF/PPG/379	Promouvoir la participation effective des États membres de la SADC au Comité SPS de l'OMC	Renforcer la capacité des autorités SPS des États membres de la SADC de manière effective leurs obligations en matière SPS et de revendiquer leurs droits en tant que Membres de l'OMC.	États membres de la SADC	Kevin Walker	22 mars 2013	15 juillet 2013	À approuver	25 000
STDF/PPG/392	Intégration des questions SPS en Sierra Leone: une approche globale de la chaîne alimentaire pour développer le système national de gestion de la sécurité sanitaire des produits alimentaires	Examiner le système national de gestion de la sécurité sanitaire des produits alimentaires, élaborer des plans pour renforcer la capacité institutionnelle et établir des priorités aux fins de la conformité avec les prescriptions SPS.	Sierra Leone	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)	19 mars 2013	1 <sup>er</sup> novembre 2013	À approuver	39 000

Code de projet	Titre	Objectif	Bénéficiaire	Entité/personne chargée de la mise en œuvre	Date d'approbation	Date de démarrage	Date d'achèvement	Budget (\$EU)
STDF/PPG/404	Renforcement de la capacité d'indexage des virus présents dans le matériel végétal au Malawi	Réaliser une étude de faisabilité pour évaluer la viabilité du renforcement de la capacité d'indexage et de la production de plants de banane exempts de virus au Malawi.	Malawi	Département de la recherche agricole (DARS) – Malawi	19 mars 2013	1 <sup>er</sup> novembre 2013	À approuver	18 701
STDF/PPG/428	Commerce et amélioration des moyens de subsistance dans la production aquicole en Afrique (TILAPIA)	Aider à consolider une note descriptive sur un projet régional de renforcement des capacités en ce qui concerne la santé des poissons et la biosécurité aquatique afin de soutenir et de développer l'aquaculture et la pêche en Afrique.	Pays africains	Bureau interafricain des ressources animales de l'Union africaine (UA-BIRA)	15 octobre 2013	15 avril 2014	15 janvier 2015	50 000
STDF/PPG/431	Gestion de l'aflatoxine dans le piment au Pakistan	Mettre en place des systèmes de contrôle de qualité pour remédier au problème de la contamination des produits de base agroalimentaires par les mycotoxines et éliminer les obstacles au commerce international qui en découlent.	Pakistan	Conseil pakistanais de la recherche agricole (PARC)	27 mars 2014	À déterminer	À déterminer	34 000
STDF/PPG/432	Systèmes d'information pour la surveillance et le signalement d'organismes nuisibles dans les pays d'Asie et du Pacifique	Permettre aux pays de mettre en œuvre les normes phytosanitaires internationales et de remplir leurs obligations dans le domaine SPS principalement liées à la transparence et à l'évaluation des risques.	Pays d'Asie et du Pacifique	Département australien de l'agriculture, des forêts et de la pêche (DAFF)	19 mars 2013	15 mars 2014	15 octobre 2014	49 990

Code de projet	Titre	Objectif	Bénéficiaire	Entité/personne chargée de la mise en œuvre	Date d'approbation	Date de démarrage	Date d'achèvement	Budget (\$EU)
STDF/PPG/435	Renforcement du respect des prescriptions SPS dans la production de sésame au Soudan en vue d'améliorer l'accès aux marchés internationaux	Procéder à une évaluation des difficultés en matière de conformité dans la production de sésame destiné à l'exportation et élaborer une proposition de projet visant à renforcer le respect des prescriptions SPS en vue d'améliorer l'accès aux marchés internationaux.	Soudan	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI)	15 octobre 2013	À déterminer	À déterminer	50 000
STDF/PPG/453	Renforcement des capacités et simplification des mécanismes d'appui en vue d'harmoniser la certification dans le domaine de l'aquaculture	Mettre à l'essai le cadre d'évaluation de la conformité en cours d'élaboration par la FAO et mettre au point une proposition de projet visant à soutenir la mise en place et la mise en œuvre de systèmes publics de certification dans le domaine de l'aquaculture afin de contribuer au libre-échange intrarégional.	États membres de l'ASEAN	Réseau des centres d'aquaculture d'Asie et du Pacifique (NACA)	15 octobre 2013	1 <sup>er</sup> juin 2014	28 février 2015	48 000
STDF/PPG/457	Base de données mondiale sur les médicaments vétérinaires	Établir une source de renseignements sur les résidus de médicaments vétérinaires afin de soutenir le commerce de produits d'origine animale sûrs.	Monde	Institut international d'études sociales (ISS) – Université Erasmus de Rotterdam	27 mars 2014	24 mai 2014	28 février 2015	76 250

Code de projet	Titre	Objectif	Bénéficiaire	Entité/personne chargée de la mise en œuvre	Date d'approbation	Date de démarrage	Date d'achèvement	Budget (\$EU)
STDF/PPG/462	Mise en fonctionnement de la Direction des affaires scientifiques et de la Direction du contrôle des produits alimentaires relevant de la nouvelle autorité gambienne chargée de la sécurité sanitaire et de la qualité des produits alimentaires	Soutenir un plan de développement quinquennal concernant le fonctionnement efficient et efficace de la Direction des affaires scientifiques et de la Direction du contrôle des produits alimentaires.	Gambie	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)	15 octobre 2013	1 <sup>er</sup> juin 2014	31 décembre 2014	50 000